

La Résistance et le pouvoir politique dans l'Aisne de l'après-Libération (1944-1945)

L'échec politique de la Résistance : mythe ou réalité ?

21 octobre 1945, les Français sont appelés à voter pour la troisième fois en l'espace de quelques mois. Après les élections municipales d'avril-mai 1945, puis les cantonales des mois de septembre et d'octobre, ils prennent à nouveau le chemin des urnes moins d'un mois après ce dernier scrutin. Il s'agit cette fois-ci d'élire les députés à la nouvelle Assemblée constituante, ainsi que de répondre aux questions soumises à référendum par le général De Gaulle¹. Ces élections marquent le retour définitif à une démocratie électorale : il s'agit de refermer la parenthèse de la situation de pouvoir provisoire née des journées libératrices, treize mois auparavant, ce qui s'accompagne de grincements de dents au sein des résistants. En effet, pour nombre d'entre eux, les élections de l'automne 1945 s'apparentent à un enterrement du pouvoir résistant. Cette désillusion partagée par une majorité de résistants ne peut être comprise sans la mettre en rapport avec les projets formulés par ces derniers dans la clandestinité de rénover profondément le système politique français, notamment en réaction au régime parlementaire de la III^e République et de ses partis politiques très décriés. Pour bon nombre de résistants, les formations politiques d'avant-guerre ont failli à leur tâche et ont une grande part de responsabilité dans la débâcle de 1940 : elles doivent céder la place à de nouvelles formations issues du combat clandestin. Quant à la III^e République, elle a montré sa faiblesse et a fait son temps. Le souhait affiché par de nombreux résistants est d'instaurer de nouvelles institutions et de mettre en place de nouveaux hommes. Or, au sortir de l'année 1945, le paysage politique français offre plus une impression de *statu quo* que de profond changement.

Certes, dans l'Aisne comme ailleurs, les élections du 21 octobre 1945 rejettent sans ambiguïté la III^e République², mais elles confortent la place prédominante des partis politiques déjà plébiscités durant les élections municipales ; à l'évidence, les mouvements de Résistance ne parviennent pas à constituer une force politique réelle. De ce constat, beaucoup de résistants ont dressé le bilan

1. Ces questions étaient les suivantes : « Voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit une assemblée constituante ? ». « Approuvez-vous l'organisation provisoire des pouvoirs publics indiquée dans le projet qui vous est soumis ? ».

2. Par le biais du référendum du 21 octobre 1945, la grande majorité de la population française se prononce contre les institutions de la III^e République. Pourtant, un an plus tard, lors du référendum du 13 octobre 1946, la France se dote d'un régime parlementaire très proche de celui de la III^e République.

d'un échec de la Résistance. Ainsi Claude Bourdet écrit : « Dès les lendemains de la victoire, la Révolution tant désirée céda insensiblement à une Restauration honteuse »³. Ce sentiment est loin d'être isolé, car nombreux sont les résistants qui « ne reconnaissent pas, dans le visage de la France libérée, les traits qu'ils avaient imaginés, et qui ne se voient pas non plus attribuer la place qu'ils pensaient avoir méritée. D'où, chez certains, l'impression d'être incompris, voire trahis »⁴. Ainsi, dans l'Aisne, dès l'été 1945, témoins du profond désenchantement qui traverse l'ensemble des milieux résistants axonais, des voix s'élèvent contre le retour de la vieille société tant décriée.

Cette vision « noire et dépressive » de la Libération véhiculée en grande partie par les résistants eux-mêmes nous apparaît superficielle. Elle occulte les nombreux changements opérés en profondeur dans la vie politique française. Pourtant, elle a le mérite de poser la question de l'apport final de la Résistance dans la vie politique de l'après-Libération, en particulier dans l'Aisne. La Résistance a-t-elle été flouée, sacrifiée, puis finalement évincée comme l'affirment certains, au profit d'une restauration de l'ancien système politique ? Peut-on réellement parler d'échec de la Résistance ? Assiste-t-on finalement à un retour à la vie politique d'avant-guerre, à une continuité complète avec la situation d'avant 1939 ? Enfin, la désillusion des résistants s'appuie-t-elle sur une réalité objective ou fantasmée ?

L'étude des détenteurs du pouvoir, tant au niveau des structures et des formations politiques que des hommes, doit nous permettre de répondre à ces interrogations.

Les mouvements de Résistance, une alternative politique fictive

Au sortir de la Libération, nombre de résistants, désirant profiter de leur prestige, envisagent de poursuivre leur action sur le terrain politique au sein de leurs mouvements. Cependant, ils doivent vite déchanter. Ainsi, dans l'Aisne, ces mouvements ne parviennent pas à s'imposer et les partis politiques reprennent rapidement les affaires en main. Pour expliquer cet échec, les résistants développent couramment l'idée que leurs mouvements se sont soudainement plongés dans des divisions stériles au contact des formations politiques. Ils auraient été victimes des partis et, sans eux, ils auraient maintenu leur unité. Or, cette vision oppose trop schématiquement les mouvements résistants aux partis. Les mouvements sont d'abord victimes de leurs propres clivages existant déjà dans la clandestinité. En outre, ce sont les partis régénérés par la Résistance qui dominent la vie politique départementale.

3. Claude Bourdet, *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Paris, Stock, 1975, quatrième de couverture.

4. Philippe Buton, « L'échec politique des résistants », *L'Histoire*, n°189, juin 1995, p.10.

La question est en fait de savoir quand et surtout pourquoi les mouvements de Résistance font le deuil de leurs ambitions politiques.

Un Front national actif

Dirigé par le secrétaire du CDL (Comité départemental de Libération), Roger Biard, le Front national est l'exemple-type du mouvement de masse au service du PCF (Parti communiste français). Il constitue l'instrument de l'unité nationale prônée par ce parti : montrant l'exemple, il s'ouvre sans distinction à toutes les tendances politiques, sociales et religieuses, souvent peu regardant sur l'activité clandestine des hommes ou des groupes. Son but est ailleurs : il s'agit de gonfler ses effectifs et d'élargir l'aire d'influence du PCF. Grâce à son intense activité, il connaît, à partir de la Libération et surtout de la fin de l'année 1944 (et non avant, puisqu'il ne regroupe qu'un noyau restreint d'adhérents durant l'Occupation), une vague d'adhésion croissante⁵. Son recrutement est d'ailleurs large et peu sélectif : si la plupart des adhérents non-communistes se trouvent être socialistes ou radicaux-socialistes (en particulier dans les arrondissements de Vervins et de Château-Thierry), des modérés, mais aussi des catholiques et même des ex-PSF⁶ (Parti social français) adhérent au Front national⁷. Les motivations des nouveaux adhérents sont diverses, semble-t-il, selon que l'on se place à gauche ou à droite de l'échiquier politique : si, chez les militants socialistes, on est sensible au discours officiel de l'organisation qui fait appel à la thématique de l'unité de la Résistance, à droite, les nouveaux adhérents, pour la plupart anti-communistes, adhèrent par opportunisme. Pour les militants modérés — voire certains radicaux-socialistes — qui ne se sont pas distingués par leur action dans la Résistance durant l'Occupation, le Front national constitue une couverture politique idéale. En marge de ces hommes, la présence d'authentiques résistants hostiles aux doctrines communistes peut surprendre. Par exemple, celle de Jean Merlin et de Pierre Fresnel⁸ : chefs résistants OCM (Organisation civile et militaire) de la région de Vervins dans la clandestinité, ils deviennent respectivement

5. Arch. dép. Aisne, 5 M 211, rapport des RG (Renseignements généraux) du 28 janvier 1945 ; 11443, rapport des RG du 25 mars 1945 relatifs respectivement au congrès départemental du Front national et à la réunion de la section de Laon. Les responsables du mouvement présentent les effectifs du Front national dans l'Aisne : 5 000 adhérents en janvier 1945 (pour 32 sections cantonales et 120 comités locaux) et 12 000 en mars 1945.

6. Désigne le Parti social français, mouvement d'extrême-droite créé avant-guerre par le colonel François de La Rocque.

7. Arch. dép. Aisne, 5 M 216, rapport des RG du 9 février 1945. Les rapports des RG insistent sur la pluralité politique des sections du Front national, en particulier dans l'arrondissement de Vervins, où les sections comprennent invariablement des « communistes, socialistes, radicaux-socialistes et même des éléments de droite ».

8. *Id.*, 5 M 215, rapport des RG du 16 juillet 1945. Ces chefs résistants ne sont-ils pas informés de la véritable identité du Front national, ce qui serait très surprenant, ou bien, espèrent-ils parasiter l'organisation dans la région en l'intégrant de l'intérieur ? La volonté de rester fidèle à l'esprit d'unité de la Résistance peut aussi être une explication.

membre et président de la section locale du Front national d'Hirson après la Libération.

Derrière cette image de pluralité politique, le Front national constitue en réalité la courroie de transmission privilégiée du PCF en direction de l'opinion publique. Par sa très large ouverture politique, il présente en effet l'avantage pour le Parti de pouvoir développer sa propagande sans froisser les susceptibilités anticommunistes de certaines populations à l'ordinaire réfractaires à tout discours provenant directement du PCF. Le Front national développe ainsi les mots d'ordre chers au Parti, tant au travers de multiples réunions publiques que par le biais de son journal, *L'Aisne libre*, très influent dans le département⁹. Il prend ainsi position tour à tour pour la défense des FFI (Forces françaises de l'Intérieur), puis des Milices patriotiques et des Gardes civiques républicaines, essaie de promouvoir la réunion future des États généraux de la Renaissance française et soutient le principe de la candidature unique en vue des élections municipales « pour barrer la route aux Vichyssois »¹⁰. Enfin, il prône la fusion complète des mouvements dans le but de mettre sur pied un grand parti de la Résistance. Il multiplie par conséquent les appels à l'union en direction des deux principaux mouvements socialistes, Libé-Nord et le Mouvement de libération nationale (MLN). L'objectif de cette démarche dictée par le PCF est simple : il s'agit d'absorber la Résistance socialiste dans une grande coalition réunissant toutes les forces résistantes qui serait, dans la pratique, placée sous son contrôle effectif. Le 20 janvier 1945, Roger Biard propose explicitement au MLN la fusion des deux mouvements et la présentation d'une liste commune aux élections municipales¹¹. Néanmoins, son offre est repoussée par Vély, délégué régional du MLN (qui suit en cela la position majoritaire de son mouvement¹²) pour qui « toute tentative factionnelle d'union ou de fusion aboutirait inévitablement à la division de la Résistance »¹³. En réalité, plus que la division de la Résistance, les responsables du MLN craignent d'être absorbés par la Résistance communiste. Quelques jours plus tard, en congrès départemental à Laon, le Front national réitère ses offres d'alliance cette fois aux deux autres grands mouvements de Résistance dans l'Aisne, l'OCM et Libé-Nord. Sans plus de résultats¹⁴. Dans

9. *Id.*, 15 MM 5, rapport du directeur régional de l'Information du 14 avril 1945. Bi-hebdomadaire, *L'Aisne libre* publiée dans l'ensemble du département (à l'exception de l'arrondissement de Vervins) 35 000 exemplaires par numéro, ce qui constitue un média non négligeable pour le Front national et le PCF dans l'Aisne.

10. *Id.*, 11443, rapport des RG du 25 mars 1945 sur la réunion du Front national le même jour à Laon.

11. *Id.*, Fonds Biard, J 1689, lettres de Roger Biard des 19 et 20 janvier 1945 adressées à Vély, délégué régional du MLN.

12. Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République*, Paris, Éditions du Seuil, 1980, p. 83. Le 26 janvier 1945, le MLN, en congrès national, rejette la fusion avec le Front national par 250 voix contre 119.

13. Arch. dép. Aisne, Fonds Biard, J 1689, lettre du délégué régional du MLN du 21 février 1945 adressée à Roger Biard.

14. *Id.*, 5 M 211, rapport des RG du 30 janvier 1945.

l'Aisne, le Front national est vite contraint à abandonner tout projet de fusion de la Résistance. Cet échec marque le premier coup d'arrêt dans la progression du mouvement et annonce son déclin dans le département.

En effet, bien qu'il continue à prétendre à qui veut l'entendre qu'il est « au-dessus des partis »¹⁵, la population, à l'instar des dirigeants résistants non-communistes, prend de plus en plus conscience des liens plus qu'étroits qui unissent le Front national au PCF, au cours des premiers mois de l'année 1945¹⁶. Sa filiation exposée au grand jour, le Front national perd toute sa légitimité fondée sur sa neutralité politique et, dans le même temps, son utilité pour le Parti communiste. À partir de là, s'opère un déclin qui s'accélère après les élections municipales. Il est délaissé par le PCF qui agit désormais à visage découvert, et son activité s'en trouve fortement réduite, au grand dam de certains de ses militants qui s'inquiètent de l'essoufflement du mouvement, comme en témoigne Gaëtan Sarrazin, responsable de la section de Marle : « Il faut absolument redonner une vigueur nouvelle au Front national car l'inspiration de confiance qui régnait auparavant disparaît. [...] Jusqu'alors, nos efforts n'ont pas été couronnés du succès espéré »¹⁷. Or, cette relance escomptée n'a pas lieu : le Front national, très silencieux durant les consultations électorales de septembre et d'octobre 1945, se retire de l'échiquier politique. Ses militants se présentent directement sous l'étiquette du PCF. Quant au MURF (Mouvement unifié de la Renaissance française), résultat de la fusion du Front national et du courant pro-communiste du MLN, il ne parvient pas à s'implanter réellement dans l'Aisne, faute de membres.

Le bilan du Front national apparaît donc décevant, eu égard à son activité : son succès, indéniable au début de l'année 1945, aura été finalement très éphémère. Certes, il a constitué un relais d'opinion non négligeable pour le PCF, attirant par sa propagande incessante des militants venus d'horizons politiques très variés ; mais, parallèlement, il a contribué, à son insu, à favoriser la reconstitution de forces politiques moribondes à la Libération, discréditées par leur faible engagement dans le combat clandestin.

Les mouvements de Résistance non communistes : de la léthargie à l'alliance

Au sortir de la Libération, les différentes organisations résistantes non communistes se montrent très discrètes. Incontestablement, elles ne font pas preuve de la même activité que le Front national.

L'OCM, sa grande rivale, se retire très vite de la vie politique¹⁸. Cette atti-

15. *Id.*, 11443, rapport des RG du 25 mars 1945 relatif à la réunion du Front national à Laon.

16. *Id.*, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} avril 1945 adressé au ministre de l'Intérieur. Le Front national « passe dans l'Aisne pour être fortement apparenté aux communistes ».

17. *Id.*, J 1691, lettre du secrétaire de la section cantonale du Front national de Marle du 18 juillet 1945 adressée à Roger Biard.

18. *Id.*, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} mars 1945 adressé au ministre de l'Intérieur. Ses militants « ont fait leur devoir dans la clandestinité et, à la Libération, ils se sont éloignés du Forum ».

tude répond à son rejet de la politique affiché sous l'Occupation¹⁹, mais aussi aux sources de son engagement dans la Résistance. Engagée d'un strict point de vue militaire, l'organisation considère ainsi sa tâche terminée et s'efface, une fois la libération du territoire assurée.

La Résistance socialiste ne montre guère plus d'allant que l'OCM. Elle s'articule principalement autour de Libé-Nord ; le MLN est inexistant dans l'Aisne durant l'Occupation : il faut attendre décembre 1944 pour le voir apparaître à Saint-Quentin²⁰. À l'instar de l'OCM, mais pour des raisons différentes (il n'y a pas en son sein de rejet de la politique), Libé-Nord ne prend pas une part active à la vie politique départementale. Affiliée à la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) dès sa création²¹, elle n'en est que le prolongement « résistant » : la plupart de ses membres sont avant tout militants du parti socialiste et, à la Libération, ils rejoignent leur formation politique d'origine. En cela, l'activité de Libé-Nord lui est clairement dictée par la Fédération départementale de la SFIO. Or, les dirigeants socialistes axonais sont tous partisans, Élie Bloncourt et Jean Pierre-Bloch en tête, d'un effacement des mouvements de Résistance de la vie politique. Ainsi, très vite, Libé-Nord se cantonne à un simple rôle de caution résistante de la SFIO, dénuée de toute ambition politique.

Dans les premiers mois de la Libération, et ce jusqu'au début de l'année 1945, le Front national constitue de ce fait le seul mouvement réellement actif. Sans concurrent, il valorise l'action clandestine de la Résistance communiste, minimisant indirectement l'engagement des autres forces résistantes axonaises. Mais au début de l'année 1945, inquiets de l'essor grandissant du Front national et désireux de ne pas laisser la palme de la Résistance au seul PCF, les mouvements non communistes sortent de leur état léthargique et s'organisent. En janvier, l'OCM réapparaît et occupe le terrain politique en formant des amicales²², destinées à rappeler que le combat clandestin n'a pas été l'apanage de la seule Résistance communiste. L'heure n'est pas encore à la coalition pour ces mouvements non communistes, encore très dispersés. Mais, les sollicitations de fusion du Front national vont précipiter le rapprochement de ces mouvements qui se

19. *Id.*, 5 M 211, rapport des RG du 19 septembre 1945. « Durant la clandestinité, les membres de l'OCM décriaient les hommes politiques et juraient ne jamais faire de la politique ».

20. *Id.*, A 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} février 1945 adressé au ministre de l'Intérieur.

21. *Id.*, Fonds Berthiault, J 1461/12, commentaire de Maurice Berthiault sur la naissance et le développement de Libé-Nord dans l'Aisne ; 5 M 211, rapport des RG du 30 janvier 1945. Libé-Nord est mise sur pied dans l'Aisne dès 1941 par les responsables socialistes SFIO d'avant-guerre. Recrutant en premier lieu parmi les militants du Parti, elle va rester après la Libération très étroitement liée à la SFIO, comme l'atteste un rapport des RG du 30 janvier 1945 : « Les militants de Libération sont pour la plupart inscrits à la SFIO. »

22. *Id.*, 11443, rapport des RG du 26 janvier 1945. « Il semble que depuis le début de l'année, la transformation de certains mouvements de Résistance en »Amicales« s'accélère. » L'OCM de Saint-Quentin est ainsi la première à se transformer le 7 janvier 1945 en « Amicale des Résistants ».

retrouvent dans leur crainte d'être absorbés par le PCF²³. Refusant d'intégrer le grand parti de la Résistance envisagé par le Front national, l'OCM, Libé-Nord et le MLN mettent en place les premiers projets de rapprochement, s'efforçant de « réaliser une Union travailliste semblable à celle du Nord »²⁴. Certaines sections locales anticipent le mouvement : ainsi, à Laon, est constituée une Amicale de la Résistance. Celle-ci se présente comme « une association qui vise à rapprocher les mouvements OCM et Libération »²⁵. Dans le même temps, le MLN s'organise : il crée des sections locales durant le mois de février 1945, là où Libé-Nord est peu présent (en particulier dans les arrondissements de Saint-Quentin et de Vervins). Il s'attache à récupérer les différents militants socialistes, « égarés » au sein du Front national, qui commencent à reprocher au mouvement communiste « de s'être organisé en se défendant de faire de la politique et de s'occuper actuellement des futures élections »²⁶. Indéniablement, il s'opère, à la fin du mois de janvier 1945, une fracture très nette entre un pôle communiste et un pôle non communiste de la Résistance.

La dynamique n'est plus du côté de la Résistance communiste : la fusion de la Résistance axonaise a effectivement bien lieu, mais sans elle. Le 23 juillet 1945, les mouvements Libé-Nord, MLN et OCM se réunissent en effet pour former l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance)²⁷, soit un mois après la création officielle de l'organisation, le 23 juin²⁸. Fédération des mouvements non communistes, elle prend la forme dans l'Aisne d'un mouvement autonome (et non d'une auxiliaire de la SFIO comme dans de nombreux départements français) et se pose en concurrente des partis politiques traditionnels. Censé devenir le grand parti de la Résistance non marxiste, l'UDSR s'apparente dans les faits à une force vaguement travailliste, sans identité politique propre. Elle présente neuf candidats aux élections cantonales, mais ses résultats sont assez décevants puisque seul le maire d'Hirson, Pierre Fresnel, est élu conseiller général²⁹. Les élections cantonales enterrent tous ses espoirs de devenir une force politique notable du département.

Les motifs de son échec sont multiples. La raison essentielle réside dans son hétérogénéité politique. Comprenant des mouvements aussi éloignés politiquement que Libé-Nord et l'OCM, l'UDSR voit cohabiter des hommes qui n'ont

23. *Id.*, 5 M 211, rapport des RG du 30 janvier 1945. « Les militants de Libération [...] et ceux de l'OCM hésitent à accepter les propositions du Front national craignant d'être évincés et noyautés par ce parti [PCF] dont l'activité est toujours aussi importante. Ils craignent que l'union signifie à brève échéance absorption. »

24. *Id.*, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} février 1945 adressé au ministre de l'Intérieur.
25. *Ibid.*

26. Arch. dép. Aisne, 5 M 216, rapport des RG du 16 février 1945.

27. *Id.*, 11443, rapport des RG du 28 juillet 1945.

28. Éric Duhamel, « L'UDSR ou la rénovation en politique », dans Christiane Frank (dir.), *La France de 1945. Résistances, retours, renaissances*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 1996, p. 49-57.

29. Arch. dép. Aisne, 10756, liste des candidats et résultats des élections cantonales. Candidat dans le canton de La Capelle contre le maire de Buironfosse, Audry, Fresnel est élu au premier tour, recueillant 2 958 voix contre 1 557 pour son adversaire.

pour seul point commun que leur anticommunisme, ce qui ne suffit pas pour présenter un véritable projet politique cohérent, accepté de tous. Ainsi, dans l'Aisne, cette organisation ne parvient pas à trouver sa place dans l'échiquier politique. En octobre 1945, la rupture soudaine entre les responsables départementaux de la SFIO et du PCF met un terme à ses ambitions : elle est contrainte de se retirer sous peine de ne devenir qu'une pâle officine travailliste à l'ombre du grand parti socialiste. De plus, pour la plupart novices en matière politique, les candidats UDSR doivent faire face à des hommes expérimentés, habitués aux joutes politiques et aux manœuvres politiciennes. Enfin, l'intrusion en son sein d'éléments douteux jette un fort discrédit sur ce mouvement qui voulait incarner un certain renouveau³⁰.

Prenant acte de ses résultats médiocres, l'UDSR ne s'engage pas lors des élections législatives et disparaît rapidement de la scène politique.

Des mouvements, simples satellites des partis politiques

L'incapacité des mouvements de Résistance axonais à former une réelle alternative, voire une quelconque force politique, s'explique essentiellement par les liens très étroits existant entre ces mouvements et les partis politiques. En effet, dans l'Aisne, la Résistance s'articule principalement, excepté l'OCM, autour de deux mouvements, Libé-Nord et le Front national, placés sous la direction respective de la SFIO et du PCF. Or, ces partis ne conçoivent aucune perspective d'autonomie politique pour la Résistance. Selon eux, la Résistance ne doit pas être « une nouvelle catégorie politique ; elle ne doit pas transcender les anciens partis ouvriers, mais les servir »³¹.

Stérilisés politiquement au profit des partis, les mouvements n'occupent qu'une place très restreinte dans la vie politique départementale et ce dès l'automne 1944. Au printemps 1945, les élections municipales viennent confirmer leur rôle mineur : ils sont alors réduits à faciliter les opérations électorales des partis politiques. En conséquence, les mouvements sont placés dans une situation de concurrence et de désunion, perdant la faible crédibilité dont ils disposaient encore.

La permanence des formations politiques traditionnelles

Les forces discréditées : les radicaux-socialistes et la droite

Forces majeures du département avant-guerre, les radicaux-socialistes et la droite sont les deux familles politiques les plus contestées à la Libération.

30. *Ibid.*, rapport du sous-préfet de Soissons du 17 septembre 1945 adressé au préfet de l'Aisne. La section départementale de l'UDSR s'indigne de voir le maire de Terny-Sorny se présenter dans le canton de Vailly-sur-Aisne sous l'étiquette UDSR sans son assentiment, alors qu'il était membre du Parti social français.

31. Ph. Buton, « L'échec politique des Résistants », *op. cit.*, p. 11.

Pivot et défenseur de la III^e République, le parti radical-socialiste se voit endosser « la responsabilité de tous les malheurs de la France de 1940 à 1944 »³². S'indignant contre une propagande qu'il juge partisane et peu conforme à la réalité de son comportement durant l'Occupation, il met en valeur son engagement dans la lutte clandestine³³, prenant pour preuve sa présence au sein du CDL en la personne de Jean Beffaras. Néanmoins, l'œuvre de réhabilitation de son image qu'il entreprend auprès de l'opinion publique ne réussit guère : l'éviction de certains de ses maires à la Libération ou la présence de quelques-uns de ses dirigeants charismatiques au sein du Conseil départemental nommé par Vichy, ne plaident pas en sa faveur d'autant plus qu'il n'engage aucune mesure d'exclusion à l'égard de ces hommes. Le parti radical-socialiste rencontre ainsi le plus grand mal à se dédouaner des accusations qui lui sont portées. Son influence politique se révèle très vite diminuée. Réduits le plus souvent au silence, ses membres ne trouvent un terrain d'expression qu'au sein du Front national, mouvement qui leur permet de s'afficher du côté des forces résistantes du département.

À l'ombre de la SFIO et du PCF, le parti radical-socialiste connaît les pires difficultés à se placer dans le champ politique, notamment en vue des élections municipales. Ses dirigeants se montrent très divisés quant à la conduite à adopter par rapport aux autres formations de gauche. Les plus nombreux, suivant les instructions de leur Fédération départementale qui prône la liste homogène, partent seuls au combat électoral, en particulier dans les villes qu'ils dirigeaient avant 1939. Cette stratégie quelque peu isolationniste échoue le plus souvent ; dans certaines villes, ils sont même contraints de se retirer à l'issue du premier tour³⁴. Les autres, moins nombreux, acceptent le principe d'alliance : soit ils intègrent une liste de l'Union républicaine et antifasciste (URA) réunissant socialistes et communistes, soit ils profitent de la mésentente de ces derniers en répondant favorablement aux offres d'alliance proposées par l'une des deux forces. Certes, cette stratégie leur permet de prendre part à l'équipe municipale élue, mais elle ne doit pas masquer le déclin des radicaux-socialistes. Dans le premier cas, ils sont réduits à ne former qu'une force d'appoint pour les socialistes et les communistes ; dans le second cas, ils sont cantonnés à un rôle d'alliés stratégiques entre ces deux forces. Les résultats des élections municipales sont d'ailleurs éloquentes : s'ils parviennent à maintenir une certaine influence en milieu rural, ils ne représentent plus qu'une force secondaire en milieu urbain ;

32. *La Dépêche de l'Aisne*, n° 16, 4 novembre 1944.

33. Arch. dép. Aisne, 5 M 253, rapport des RG du 28 octobre 1944. En réunion, la Fédération départementale du parti radical-socialiste insiste bien sur son action résistante : « La grande majorité des membres du Parti radical a participé à la lutte clandestine et contrecarré les directives de l'ex-gouvernement de Vichy. »

34. *Id.*, 3 MM 14, tableaux relatifs aux résultats et aux listes présentées au second tour dans les villes de plus de 4 000 habitants et les communes chefs-lieux d'arrondissement. À Vervins, à Soissons, à Château-Thierry ou encore à Chauny, les listes homogènes présentées par le parti radical-socialiste se désistent au second tour.

ils perdent notamment les majorités des communes de Saint-Quentin, Soissons, Château-Thierry et Chauny.

Victime de la radicalisation des opinions, le parti radical-socialiste voit nombre de ses militants les plus à gauche rejoindre des formations plus dynamiques, en particulier la SFIO³⁵, alors que ses adhérents les plus conservateurs vont vers des formations modérées, s'inscrivant dans une logique anticommuniste plus déterminée (radicaux-indépendants ou quelquefois MRP – Mouvement républicain populaire). Incapable de retenir des militants qui s'exilent vers d'autres familles politiques, le parti radical-socialiste assiste impuissant à l'éclatement de son électorat et à la fuite de sa base militante. Discrédité, divisé, il occupe dorénavant une place infime dans le champ politique de l'après-Libération. Incontestablement, il est le grand perdant de la nouvelle donne politique, même si son déclin d'audience était perceptible avant-guerre.

Autre force discréditée à la Libération, la droite est en pleine déliquescence³⁶. Compromise dans l'expérience vichyssoise, elle est dénigrée par une grande partie de l'opinion publique axonaise pour qui ses éléments « ont souscrit à la politique de collaboration »³⁷. Les grands responsables des partis de droite, parmi lesquels on retrouve notamment les sénateurs élus avant-guerre, tous URD (Union républicaine démocratique), ont tous appartenu au Conseil départemental nommé par Vichy qui s'apparente à une officine de la droite axonaise, tant ses représentants y sont majoritaires. Et ce n'est pas le très faible engagement des groupes modérés dans l'effort de Résistance qui sauve la droite axonaise d'une image qui renvoie pour une grande partie de la population axonaise au souvenir de la collaboration et de l'ex-gouvernement de Vichy. Certes, des hommes de droite ont été résistants, notamment au sein de l'OCM, mais il n'y a pas eu « d'action clandestine concernée et concertée, en tant que partis »³⁸.

Portant comme un fardeau son assimilation à Vichy, mais refusant de faire le ménage dans ses rangs³⁹, elle reste effectivement silencieuse et se fait très discrète en attendant des jours meilleurs. Révélateur du déclin de sa crédibilité, les élections municipales constituent pour la droite un échec important : si une partie de l'électorat modéré rural, pour qui elle incarne encore le meilleur rem-

35. *Id.*, 5 M 216, rapport des RG du 16 février 1945. Les rapports des RG signalent tous l'exode important des militants radicaux-socialistes vers la SFIO, en particulier dans l'arrondissement de Vervins, région phare des radicaux-socialistes avant-guerre, où « plusieurs [adhérents radicaux-socialistes] ont adhéré au Parti socialiste ».

36. *Id.*, 5 M 211, rapport des RG du 20 novembre 1944. La droite est « amorphe » ; ce que reprend le préfet de l'Aisne dans son rapport du 15 décembre 1944 : « On note en particulier la déficience complète des modérés et des conservateurs. »

37. *Id.*, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} février 1945 adressé au ministre de l'Intérieur.

38. *Id.*

39. Les partis de droite gardent les mêmes hommes (Charles Desjardins, Louis Ternynck), pourtant très discutés, à leur tête.

part aux idées communistes, lui reste assez fidèle, elle disparaît presque totalement de l'espace urbain, en particulier dans les grandes villes⁴⁰.

À la fin de l'été 1945, elle réapparaît pourtant sur la scène politique, en vue des échéances électorales de septembre et d'octobre, mais se livre à une propagande assez limitée, qui est de toute façon fortement critiquée par les autres partis, tous confondus. Inquiète de la progression du MRP qui empîète sur son électorat, elle appelle les femmes « à faire leur possible pour rallier à l'Union nationale [liste de l'URD aux élections législatives] les milieux catholiques »⁴¹. C'est aussi en ce sens qu'il faut comprendre la proposition d'alliance électorale présentée par son dirigeant, Charles Desjardins, au MRP. Mais Pierre Choquart, responsable départemental du mouvement démocrate-chrétien, « répond dédaigneusement »⁴² à cette offre « empoisonnée ». Depuis le printemps 1945, il s'évertue effectivement à distinguer son parti de la droite modérée auprès de l'opinion publique. Contrainte à partir seule dans le combat électoral, l'URD tente de mobiliser l'électorat modéré sur le thème du « péril rouge »⁴³. Elle se présente comme le véritable rempart au développement des idées communistes dans le département. Mais son discours n'est guère entendu. Ses résultats aux élections législatives confirment son net déclin d'audience au sein de la population.

Formations non renouvelées, vieilles et peu dynamiques, le parti radical-socialiste et la droite paient au prix fort leur faible contribution à la lutte clandestine. Ils n'offrent guère de perspective et de confiance pour l'électorat modéré qui refuse de subir la domination des forces de gauche. Pourtant, un appel d'air se propose à lui, par l'intermédiaire du Mouvement républicain populaire, présenté comme une formation neuve et non compromise.

Le MRP, une formation neuve ?

Formé le 26 novembre 1944, le MRP naît plus tardivement dans l'Aisne. Il est en effet inexistant au début de l'année 1945⁴⁴. Certes, quelques hommes se réclament du parti démocrate chrétien, à l'exemple de Jean Gauthier, membre du CDL, ou de Pierre Choquart, directeur de *L'Aisne nou-*

40. Arch. dép. Aisne, 3 MM 14, tableaux portant sur les résultats des élections municipales. L'absence de la droite dans les conseils municipaux urbains est manifeste : ainsi, dans les villes de plus de 4 000 habitants, les conseillers de droite ne sont présents que dans les villes de Villers-Cotterêts (trois conseillers), Guise (huit), Hirson (huit) et Chauny (un représentant).

41. *Id.*, 4245, rapport du sous-préfet de Saint-Quentin du 17 octobre 1945 portant sur la réunion organisée par l'Union nationale dans la ville sous-préfecture, le 15 octobre.

42. *Ibid.*

43. *Ibid.* Devant quarante personnes, Charles Desjardins exprime son inquiétude devant la progression du PCF dans le département : « L'heure est grave et c'est pour faire face au danger de l'extrême-gauche que l'Union nationale présente une liste électorale. »

44. *Id.*, 5 M 211, rapport des RG du 7 février 1945.

velle⁴⁵, mais il n'y a pas de mouvement structuré. Il faut en fait attendre le 11 février 1945 et la venue à Laon, devant 5 000 personnes, de Robert Schuman⁴⁶, président du mouvement, pour voir les premières sections apparaître dans le département. Dirigé par d'authentiques résistants, le plus souvent inscrits à l'OCM et novices en matière politique, le MRP connaît un certain développement, recrutant avant tout au sein des milieux résistants refusant l'hégémonie communiste. Pourtant, très vite, il est rejoint par d'anciens membres des partis de droite d'avant-guerre⁴⁷ qui fuient l'apathie et le manque de crédibilité de leurs formations. Force résistante⁴⁸ et donc non compromise avec Vichy, pilier du gouvernement⁴⁹, le MRP séduit les hommes de droite en quête d'une formation politique pouvant les extraire de la marginalisation où ils se trouvent à la Libération.

Néanmoins, il est rapidement déprécié, voire rejeté par les autres partis, qui voient dans le MRP une simple famille d'accueil pour des éléments de droite cherchant à faire oublier leur attitude coupable durant l'Occupation. Témoin de la méfiance qu'engendre son arrivée sur la scène politique dans l'Aisne, les rares tentatives de rapprochement avec d'autres organisations ébauchées par quelques-unes de ses sections en vue des élections municipales se soldent toutes par un échec. Ainsi, à Vervins, les démocrates-chrétiens voient leurs propositions d'alliance repoussées par la SFIO, puis par les radicaux-socialistes, alors qu'à Laon, la section locale refuse de constituer une force d'appoint pour la liste d'union présentée par les communistes et les socialistes⁵⁰. La Fédération départementale se referme alors dans une position d'isolement politique, mettant sur pied des listes homogènes dans les principales villes du département (Laon, Saint-Quentin, Soissons, Vervins, Château-Thierry, Bohain ou Chauny). À l'is-

45. *Id.*, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} février 1945 adressé au ministre de l'Intérieur. *L'Aisne nouvelle* deviendra très vite l'organe de presse du MRP, même si le journal s'en défend. Ainsi, le préfet de l'Aisne le présente comme un journal à tendance « démocrate populaire dont les liens sont étroits avec l'OCM ».

46. *Id.*, 5 M 253, rapport des RG du 25 janvier 1945. Le but concrètement affiché de Schuman est de « préparer l'organisation de ce parti dans la région » et de faire connaître le programme du mouvement.

47. *Ibid.*, rapport des RG du 19 mars 1945. Les « personnalités [de la section MRP de Vervins] ont des tendances axées généralement vers la droite » ; 5 M 217, rapport des RG du 18 avril 1945 : « Dans l'arrondissement de Château-Thierry, le MRP comprend en majorité des anciens adhérents des partis de droite. » En fait, c'est dans l'ensemble du département de l'Aisne, que le MRP recrute avant tout au sein des milieux de droite.

48. J.-P. Rioux, *op. cit.*, p. 80. Les pères fondateurs du MRP se sont tous illustrés dans la Résistance. Georges Bidault, un des fers de lance du mouvement, est même président du CNR de septembre 1943 à septembre 1944.

49. Le MRP ne compte pas moins de cinq ministres au sein du gouvernement d'unanimité nationale formé les 8 et 9 septembre 1944 : François de Menthon à la Justice, Georges Bidault aux Affaires étrangères, René Pleven aux Colonies puis aux Finances, René Capitant à l'Éducation nationale et Pierre-Henri Teitgen à l'Information.

50. Arch. dép. Aisne, 5 M 253, rapport des RG du 15 avril 1945. La section du MRP de Laon refuse d'intégrer la liste unique présentée par le Front national, un siège sur 27 devant lui être accordé.

sue du second tour, le MRP remporte la ville de Soissons, mais ce succès retentissant masque des résultats assez modestes. Terni par l'infiltration d'éléments douteux et corrompus avec Vichy⁵¹ qui remet en cause son image de parti résistant, le MRP est très vite relégué au rang d'une force secondaire, incapable de rivaliser avec les partis de gauche et totalement absente du monde rural. En outre, n'ayant aucun adversaire à leur droite dans les grandes villes où elles se présentent, ses listes s'apparentent à des listes modérées, séduisant l'électorat de droite par sa doctrine « axée sur l'ordre, le respect de la légalité et le maintien des libertés religieuses »⁵² : il prend ainsi dans ces villes « la place des formations modérées telles que l'Alliance démocratique ou la Fédération républicaine »⁵³.

Mais cette substitution du MRP à l'URD comme force modérée, voire réactionnaire, mécontente la frange la plus à gauche du mouvement. Aspirant à faire du MRP une force centriste, bien distincte de la droite entachée par son soutien au régime de Vichy, ces éléments essaient de rompre avec la politique d'isolement du parti en le poussant à faire alliance avec les radicaux-socialistes entre les deux tours des élections municipales⁵⁴. Ils se heurtent alors à l'hostilité manifestée par l'aile modérée du parti, pour qui l'abandon des libertés religieuses, condition *sine qua non* d'une fusion avec les radicaux-socialistes⁵⁵, est inenvisageable. Craignant de perdre ses principaux soutiens, à savoir les milieux de droite et catholiques, la Fédération départementale met un terme à tout rapprochement avec les radicaux-socialistes. Cet épisode constitue un moment crucial dans la vie du mouvement dans l'Aisne. À la croisée des chemins entre le réformisme et le conservatisme, le MRP opte pour la seconde solution, au risque d'être assimilé à un précipité de la droite traditionnelle et de perdre son identité résistante originelle. Ne se reconnaissant pas dans l'orientation stratégique et idéologique prise par son parti, l'aile gauche du MRP le quitte à l'été 1945 pour former la Jeune République⁵⁶.

Délaissé par son courant progressiste, le MRP s'apparente de plus en plus dans l'Aisne à un parti schizophrène, développant un discours réformiste, qui n'est indéniablement plus en adéquation avec sa base militante. Se fermant à

51. Jean-Pierre Besse, « Les consultations électorales en Picardie », *Revue du Nord*, t. LXXIII, n° 293, 1991, p. 740. Les listes présentées par le MRP dans l'Aisne « réunissent d'authentiques résistants et des personnalités très marquées à droite ayant soutenu sans défaillance le gouvernement de Vichy ».

52. Arch. dép. Aisne, 5 M 253, rapport des RG du 25 janvier 1945.

53. *Id.*, 3 MM 14, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} mai 1945 adressé au ministre de l'Intérieur.

54. *Id.*, 5 M 253, rapport des RG du 25 avril 1944.

55. Une alliance du MRP avec les radicaux-socialistes supposait l'abandon par la Fédération de son attachement aux valeurs religieuses, telles que l'enseignement libre ; en effet, les radicaux-socialistes se caractérisent par un attachement quasi viscéral aux valeurs de laïcité, en particulier pour l'école. Rappelons qu'ils ont été les principaux instigateurs du vote de la loi de séparation de l'État et des Églises de 1905 et qu'ils ont souvent été animés par un courant anticlérical important.

56. Arch. dép. Aisne, 5 M 211, rapport des RG du 16 juillet 1945. Les leaders de la section de Laon qui « constituent la gauche du MRP [et qui] veulent se séparer des éléments modérés à tendance religieuse » quittent le MRP pour former le mouvement Jeune République.

toute ambition de devenir le grand parti centriste qui manque au département, il s'enracine, bien qu'il s'en défende, de plus en plus comme une formation de droite, destinée à naviguer au sein d'un espace politique très restreint.

Les scrutins de l'automne 1945 témoignent des limites de cette stratégie. Malgré 16 candidats aux élections cantonales, le MRP n'obtient aucun siège⁵⁷. Et au soir du 21 octobre, il gagne certes le droit d'être représenté par un député, mais il est devancé par la liste de l'Union nationale (liste de la droite traditionnelle) : il ne recueille que 16,4 % des suffrages exprimés⁵⁸, ce qui en fait seulement la quatrième force politique du département. Ses résultats dans l'Aisne sont bien en deçà de ceux enregistrés sur l'ensemble de la France métropolitaine (23,9 % des suffrages exprimés). À l'inverse de ce qui a eu lieu dans de nombreux départements, il n'a pas su ou n'a pas voulu, dans l'Aisne, élargir son rayonnement électoral à gauche.

Dans l'Aisne, le MRP n'est donc qu'une pâle copie de ce que ses dirigeants escomptaient en faire au début de l'année 1945. Cultivé sur les cendres d'une droite laminée à la Libération, il se trouve dans une situation ambiguë : il

ÉLECTION A L'ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE

Pour que ça change, vous votez pour la

LISTE DU RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES



Georges MONNET



Jean CLAVIER



René RAFFARD



Henry LAMARE



Mme Geneviève LHERMIER



Jean SOLLEUX

Le Rassemblement des Gauches républicaines veut :

- Donner au pays une Constitution démocratique qui sauvegarde le fonctionnement d'un régime parlementaire, assure la stabilité et l'efficacité du Gouvernement et garantisse l'indépendance de la magistrature.
- Assurer à chaque consommateur un ravitaillement suffisant et un fleur avec le marché noir.
- Réviser la monnaie pour stabiliser les prix et garantir le pouvoir d'achat des salaires et de l'épargne.
- Accorder aux vieux travailleurs une retraite décente et aux invalides des pensions et à toutes les victimes de la guerre et de l'occupation, les réparations équitables auxquelles ils ont droit.

- Restaurer l'économie nationale en dotant l'agriculture et l'industrie des moyens de production nécessaires.
- Entreprendre la reconstruction du régime financier et assurer la réparation intégrale des dommages de guerre.
- Réformer l'administration en supprimant le bureaucratie et les emplois inutiles et revaloriser la fonction publique.
- Assurer la gestion industrielle des entreprises nationalisées dans l'intérêt des masses, des travailleurs et des contribuables.
- Garantir l'indépendance nationale et la paix par l'internationalisation de la Rhur, par une participation active de la France à l'O.N.U. en accord avec ses grands alliés.

Tracts pour les élections du 21 octobre 1945. Arch. dép. Aisne, 14007. Cl. Jan-Lou Girard.

57. *Id.*, 10756, résultats des élections cantonales des 23 et 30 septembre 1945.

58. *Id.*, 4245/1, résultats des élections des députés à l'Assemblée constituante. La liste d'Union nationale recueille 35 993 suffrages contre 35 108 au MRP.

DÉPARTEMENT DE L'AISNE — ELECTIONS GENERALES DU 2 JUIN 1946

Présentation de la liste du Mouvement Républicain Populaire (M. R. P.)



Henri HULIN

HENRI HULIN. — Né à Dagny-en-Thiérache en 1912. Père de trois enfants. Sous agent technique à la S.N.C.T. et directeur de l'Atelier. Ancien prisonnier de guerre. Adhèsion à l'Association des groupements de Jeunes Ouvriers. Professeur d'une Association locale ouverte de la région de St-Quentin. Sociétaire adhérent de l'Union Commerciale Française. Adhèsion au M.R.P. dès sa fondation et participation à la propagande. A été au M.R.P. de nombreuses réunions scolaires, conférences, manifestations. Partisan actif de la coopération des différents classes sociales. Partis à l'étranger dans le M.R.P. qui a servi pendant la guerre. Partisan du M.R.P. dans l'attente d'opportunités politiques. A été à l'origine de nombreux groupes politiques. A été élu conseiller municipal de son pays. Le samedi 2 février 1946, il a été élu conseiller municipal de son pays.



Pierre CHOQUART

PIERRE CHOQUART. — Né à Reims en 1904. Père de 4 enfants. Qualifié à St-Quentin dans sa famille et titulaire. Professeur de Sciences au Lycée Chaptal et titulaire de l'enseignement du C.N.R. par la division de ce genre. Adhèsion à l'Union des Membres du Centre Local de Libération de St-Quentin et titulaire de l'enseignement de la division. Professeur de M.R.P. dans l'attente d'opportunités politiques. A été élu conseiller municipal de son pays.



François LEROIX

FRANÇOIS LEROIX. — Né à Tancennes en 1905. Maître de L'enseignement de l'Atelier. Ancien prisonnier de guerre. Adhèsion au M.R.P. dès sa fondation et participation à la propagande. A été élu conseiller municipal de son pays.



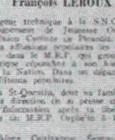
Raymonde CARDOT

RAYMONDE CARDOT, EPOUSE AUFRROY. — Née à Cesson-Thierry en 1905. Mère de 2 enfants. Responsabilité Militaire de M.R.P. à Cesson-Thierry. Ancien prisonnier de guerre. Adhèsion au M.R.P. dès sa fondation et participation à la propagande. A été élu conseiller municipal de son pays.



Marcel MAILLARD

MARCEL MAILLARD. — Né à Verrières en 1914. Lui-même un fils de la Résistance et ancien du M.R.P. dès sa fondation et participation à la propagande. A été élu conseiller municipal de son pays.



Roger CALLAY

ROGER CALLAY. — Né à Dohy en 1911. Docteur en Médecine. Ancien prisonnier de guerre. Adhèsion au M.R.P. dès sa fondation et participation à la propagande. A été élu conseiller municipal de son pays.

Tracts pour les élections du 21 octobre 1945. Arch. dép. Aisne, 14007. Cl. Jan-Lou Girard.

MARCEL BUGAIN

Né le 22 février 1908, à Guise, est un fils d'ouvrier, un fils de chez nous, un militant syndicaliste de toujours.

Secrétaire général de la section de l'Aisne du Syndicat national des instituteurs, de 1927 à 1939, rapporteur du projet d'un lité syndicale (C.G.T. et C.G.T.U.) au Congrès Départemental « Unité ». Il succède, en janvier 1939, à notre camarade Hollande, qui avait reconquis pour le Parti socialiste, en 1938, le siège de député de Saint-Quentin.

Pendant l'Occupation, il s'occupe activement, à Laval, des réfugiés de l'Aisne. Déplacé d'office par Vichy, en janvier 1942, il mène parallèlement son action de résistance à Saint-Quentin et dans son nouveau poste, Sedan. Le P.C. du groupe O.C.M. de Sedan, qu'il a créé, se tient dans sa propre classe, à Saint-Quentin. Il fonde le groupe Et'raiteux-Nord. Arrêté par le Gestapo, en août 1944, il est délivré par l'armée américaine et rentre alors à Saint-Quentin, où il est nommé vice-président du Comité local de Libération.

Son expérience de militant syndicaliste, d'ouvrier, de socialiste convaincu, de résistant inflexible, feront aussi de lui l'un de nos « Constituants » les plus appréciés.

RAYMOND FISCHER

Né le 29 août 1898, à Paris, architecte du gouvernement, membre du Parti socialiste depuis 1916, il est élu conseiller général socialiste d'Hirson en 1937. Dans toute la Thiérache, d'abord, dans tout le département ensuite, on a pu apprécier son allant, son dévouement infatigable à la cause ouvrière.

Lui aussi est un résistant de la première heure, militant du Parti socialiste clandestin dès sa reconstitution, en 1940, membre du groupe Combat depuis janvier 1941, capitaine commandant le génie du Vercors, il a participé aux batailles de Vassieux et du Drais. Technicien averti, militant actif, confidencier précis et attachant, il représentera dignement notre parti dans le nouveau Parlement que la France se donnera le 21 octobre.

COLETTE ROPAGNOL

Jeune militante, mais d'un dévouement sans borne, que sa profession a développé plus encore, son besoin était, est née à Havre, le 1^{er} juin 1918.

Docteur en médecine, présidente de l'Assistance française, ancien conseiller municipal de Soissons, membre du Comité local de Libération, représente au sein de notre liste à la fois l'élé-ment féminin et l'élément jeune, la généralité de ceux qui espèrent régler les vieux conflits sanglants des peuples aux archives des temps révolus. Colette Ropagnol a une profonde connaissance des œuvres sociales et elle est un des précieux concours pour la liste socialiste.

GASTON GUERET

Né le 22 novembre 1901, à Montigny-Falher, de père et mère instituteurs, élève du Collège de Château-Thierry, où il fait sa carrière universitaire, socialiste chevronné, conseiller municipal de 1928, adjoint au maire de Château-Thierry, révoqué par Vichy de sa charge de professeur, comme de son siège municipal, il représente avec honneur le sud de notre département sur la liste que nous présentons à vos suffrages pour les élections générales.

Avec de tels noms, nous sommes sûrs que vous voudrez que le département de l'Aisne ne trahisse pas son attachement au Socialisme. Tous, sans abstention, vous affirmez, le 21 octobre, que l'Aisne, qui comptait 6 députés socialistes en 1936, restera profondément acquise aux idées de renouveau politique et social que notre Parti défendra au sein de la nouvelle Constituante. Pour une République plus juste, plus saine, pour une IV^e République laïque et sociale, votez tous pour les candidats du Parti socialiste S.F.L.O.

Tracts pour les élections du 2 juin 1946. Arch. dép. Aisne, 14007. Cl. Jan-Lou Girard.

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. — FEDERATION DE L'AINSE

ELECTIONS DU 21 OCTOBRE 1945

CITOYENNES, CITOYENS,

La Fédération socialiste S.F.I.O. de l'Aisne présente à vos suffrages six candidats, qu'elle a choisis parmi les meilleurs de ses militants.

Elle vous engage à voter avec discipline pour la liste entière.

Bien que la plupart d'entre eux sont connus de la population du département, nous avons tenu à vous rappeler leur passé politique.

PIERRE BLOCH



Membre de l'Assemblée consultative, Député de l'Aisne depuis 1930, conseiller général de Marcy, conseiller municipal de Laon, ancien membre de l'Assemblée consultative, professeur d'Alger, puis sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur jusqu'à la Libération, notre camarade est bien connu de tous dans le département.

Né le 11 avril 1906 à Baris, il milite aux Jeunesses Socialistes, rédacteur au « Populaire ». Il organise la diffusion du journal dans toute la France. Chacun a dans l'esprit son activité politique d'avant-guerre. Grandeur plein de fougue et d'enthousiasme, il s'attache particulièrement aux questions coloniales lorsque la confiance des électeurs du Laonnais l'a porté au Parlement.

Son activité pendant la guerre, qu'il commence comme sous-lieutenant et termine comme capitaine, son ralliement au général de Gaulle, les péripéties extraordinaires, dangereuses, puis glorieuses que cette prise de position lui ont valu, l'ont rendu plus digne encore d'être de ceux qui élèveront le régime futur de notre pays.

Condamnation à mort par Vichy, citation à l'ordre de l'armée, médaille de la Résistance, médaille des évadés, croix de chevalier de la Légion d'honneur ont sanctionné son attitude pendant les heures graves que vient de vivre notre Patrie.

Avec Pierre-Bloch, un socialiste, un résistant authentique va nous représenter à la Constituante.

ELIE BLONCOURT



Officier de la Légion d'Honneur, médaille militaires, croix de guerre 1914-1918.

Né le 5 mai 1906 à Basco-Terre, mobilisé en 1915 comme appelé de la classe 16. Grièvement blessé dans l'Aisne le 30 mai 1918, à Brastres. Fait prisonnier et interné en Allemagne, aveugle de guerre, il parvient, à force de volonté infatigable, à garder une chaire de professeur de philosophie dans notre enseignement secondaire.

Député de la 2^e de Laon, en 1936, conseiller général de La Fère, il veut servir encore pendant la seconde guerre mondiale. Malgré le lourd handicap que lui vaut le précédent conflit, il entre, lui aussi, dès le début, dans la Résistance. Président du Comité central du Parti socialiste clandestin, de la zone nord, de 1940 à 1944, chargé par le Conseil national de la Résistance de constituer dans l'Aisne le Comité départemental clandestin de la Libération, membre fondateur du mouvement de résistance « Libération », président du C.D.L. de l'Aisne, membre du Comité directeur du Parti socialiste, il apportera dans l'étude des projets constitutionnels toute la rigueur de son esprit dialectique, toute sa foi de militant socialiste, tout son enthousiasme de résistant.

Tracts pour les élections du 2 juin 1946. Arch. dép. Aisne, 14007. Cl. Jan-Lou Girard.

entend se différencier de la droite tout en servant de refuge à ses éléments opportunistes en quête de rachat. Les électeurs axonais ne s'y trompent pas : désireux de former la nouvelle force politique montante du département, le MRP ne se sera finalement contenté que de faire du neuf avec du vieux. Nettement ancré à droite dans l'espace politique départemental, il ne contribue aucunement à rénover la vie politique de l'après-Libération : il n'y occupe qu'une place somme toute secondaire. Loin de constituer une force susceptible de rivaliser avec le PCF, il apparaît finalement comme une formation modérée de plus dans le département, réduite à chasser sur les mêmes terres électorales que l'URD et à servir de solution de rechange honorable pour une partie de l'électorat de droite.

Les partis dominateurs

Profitant de l'apathie ou des difficultés rencontrées par les forces modérées du département, la SFIO et le PCF, qui sortent épargnés des compromissions de l'Occupation et même grandis par leur engagement clandestin⁵⁹, exercent une domination sans partage sur la vie politique de l'après-Libération.

59. *Id.*, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} février 1945 adressé au ministre de l'Intérieur. Le PCF et la SFIO « ont été réellement les seuls vraiment actifs sous le joug ennemi. Ce sont ces deux partis qui ont été les animateurs de la résistance à l'ennemi et à l'oppression et c'est ce qui explique qu'ils aient retrouvé aisément l'audience des masses populaires si attachées aux principes de liberté ».

Jouissant d'une image de parti résistant⁶⁰ au même titre que le PCF auprès de l'opinion publique axonaise, la SFIO acquiert de solides positions à la Libération. Sous l'impulsion de dirigeants dont la notoriété et l'influence dépassent souvent le département, elle constitue le véritable pivot de la restauration de la légalité républicaine dans l'Aisne : elle défend les prérogatives de l'État chaque fois qu'elle le juge nécessaire (en particulier au sein du CDL par la voix d'Élie Bloncourt). Partenaire privilégié des nouvelles autorités, la SFIO contribue grandement au retour à une situation normalisée à la fin de l'année 1944 et incarne dans le département le « parti de l'ordre »⁶¹. La profonde aspiration légaliste de ses dirigeants s'explique, en grande partie, par une volonté de faire obstacle aux desseins stratégiques du PCF.

La politique à suivre à l'égard de ce dernier est d'ailleurs au centre de ses préoccupations. Dès l'automne 1944, le Comité directeur du parti socialiste, organe décisionnel de la SFIO, se place, selon S. Kramer, devant la responsabilité de « choisir entre les stratégies alternatives de Front populaire et de parti travailliste »⁶² (autrement dit, choisir entre une politique d'alliance et une politique d'indépendance à l'égard du PCF). Finalement, il vote une résolution offrant de discuter l'unité organique avec les communistes. Les partisans de l'autonomie de la SFIO s'opposent fermement à ce principe, faisant face aux avocats de l'unité parmi lesquels Élie Bloncourt⁶³, membre du Comité directeur. Dans l'Aisne, la question des relations avec les communistes constitue très vite un point de friction interne à la Fédération socialiste.

La préparation des élections municipales met en évidence ces divergences de vue. Au début du mois de février 1945, les dirigeants socialistes sont pourtant opposés à l'idée d'une union avec les communistes : ils se déclarent alors favorables à la motion votée par la Fédération de la Seine à Montrouge, hostile à une alliance électorale et qui prône la liste homogène⁶⁴. Marcel Levindrey, maire de Laon et secrétaire fédéral, recommande même aux différentes sections de « ne pas tomber dans cette embûche [celle de la liste URA] et de s'allier plutôt avec les modérés »⁶⁵. Néanmoins, l'idée d'une alliance électorale avec les communistes germe progressivement dans l'esprit des responsables socialistes et prend le pas sur les réticences anticommunistes de certains des leurs. Ainsi, Marcel Levindrey doit se résoudre à l'union avec le PCF. Il se présente dans sa ville de

60. À ce titre, on peut évoquer l'engagement important des dirigeants socialistes axonais à l'origine de la formation du mouvement de Résistance, Libé-Nord, mais aussi le comportement héroïque de certains des leurs, parmi lesquels on peut citer plus particulièrement Jean Pierre-Bloch ou Élie Bloncourt.

61. Philippe Buton et Jean-Marie Guillon (dir.), *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994, p. 38. L'expression est de J.-M. Guillon, qui utilise la notion de « parti de l'ordre » pour la SFIO, en contraste avec le PCF considéré comme le « parti du mouvement ».

62. Steven P. Kramer, « La stratégie socialiste à la Libération de la France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 98, avril 1975, p. 77.

63. *Id.*, p. 83.

64. Arch. dép. Aisne, 5 M 253, rapport des RG du 15 mars 1945.

65. *Ibid.*, rapport des RG du 11 mars 1945.

Laon à la tête d'une liste commune réunissant des socialistes et des communistes. Malgré les mises en garde qu'elle adresse à ses sections à l'encontre des organisations satellites du PCF⁶⁶, la Fédération socialiste se montre dans le même temps de plus en plus favorable au principe de la liste unique. Le 6 mai 1945, entre les deux tours des élections municipales, les dirigeants socialistes se mettent d'accord avec leurs homologues communistes, « pour demander à leurs sections respectives de tout mettre en œuvre pour battre au second tour la réaction et le fascisme sous toutes les formes et accentuer la victoire républicaine du premier tour »⁶⁷. Comment expliquer ce revirement des socialistes par rapport à la liste unique ? Tout d'abord, ils ont besoin des communistes dans de multiples communes pour l'emporter sur la droite et asseoir leur domination. Surtout, il semble que nombre de leurs dirigeants craignent d'apparaître comme la force qui a rompu le pacte d'unité de la Résistance en refusant de faire liste commune. Leur changement d'opinion par rapport à la liste unique répond de ce fait plus à des raisons stratégiques qu'à une profonde aspiration d'unité avec le PCF.

Par conséquent, dans la plupart des grandes communes du département, les socialistes intègrent les listes URA présentées par le Front national : c'est le cas à Laon, Soissons, Vervins, Château-Thierry, Hirson, Tergnier, Chauny ou Villers-Cotterêts⁶⁸. Néanmoins, certaines sections restent réticentes à tout rapprochement avec les communistes. Des exemples attestent de rivalités locales encore bien présentes : à Saint-Quentin, Henri Bugain oppose une liste d'Action sociale et républicaine (composée de socialistes et de membres de l'OCM) à la liste URA présentée par les communistes et les radicaux-socialistes ; à Saint-Michel et à Bohain⁶⁹, les socialistes refusent de faire liste commune avec les communistes ; enfin, à Guise, les socialistes s'allient aux républicains de gauche (droite modérée) pour barrer la route aux communistes, contrairement aux instructions de leur Fédération⁷⁰.

Les élections municipales marquent un succès indéniable pour la SFIO. Elle consolide effectivement ses positions acquises avant-guerre et à la Libération. Elle devient la première force municipale urbaine et élargit son influence en milieu rural : elle détient le plus de majorités dans les communes de

66. *Ibid.*, rapport des RG du 8 avril 1945. Élie Bloncourt, partisan de l'unité des partis socialiste et communiste, prône la liste d'union entre le PCF et la SFIO, mais avertit contre l'intégration au sein des listes URA de mouvements comme l'UFF ou le Front national, organismes satellites du PCF, qui permet à ce dernier d'augmenter sa représentation au sein des listes. Élie Bloncourt est donc favorable aux listes URA, mais à condition que la SFIO n'y soit pas sous-représentée par rapport aux communistes.

67. *Id.*, 5 M 217, rapport des RG du 6 mai 1945.

68. *Id.*, 3 MM 14, tableaux récapitulatifs des listes en présence et de leur composition dans les grandes villes du département.

69. *Ibid.* À Bohain, largement distancés par les communistes, les socialistes décident de s'allier avec eux au second tour, pour former la liste d'Unité ouvrière républicaine.

70. *Ibid.* Les dirigeants socialistes s'étaient mis d'accord pour que toute liste SFIO ne puisse être assimilée à une liste anticommuniste.

500 à 1 000 habitants et constitue la force qui progresse le plus dans les communes de 200 à 500 habitants. Seuls bémols à leur succès électoral, ils laissent échapper Saint-Quentin et perdent Bohain au bénéfice des communistes. Alliés électoraux, ces derniers n'en sont pas moins leurs principaux concurrents dans les grandes villes de l'Aisne. D'ailleurs, à Saint-Quentin et à Bohain, les socialistes apprennent à leurs dépens qu'ils peuvent de moins en moins envisager de succès électoraux sans eux.

Après les élections municipales, fort du succès des listes URA (en particulier dans les grandes villes du département), le PCF relance une offensive en direction de la SFIO afin de réaliser l'union des deux partis. Une nouvelle fois, les socialistes apparaissent divisés sur la question, et les offres faites par le PCF mettent en évidence l'existence de deux pôles au sein de la SFIO⁷¹ : un courant pro-unitaire mené par Élie Bloncourt et Jean Pierre-Bloch, favorable à l'unité organique entre les deux partis, et un courant anti-unitaire conduit par Marcel Levindrey et Henri Bugain, défendant le principe de l'autonomie de la SFIO et traversé par une aspiration anticommuniste assez forte. Le 5 août 1945, la Fédération départementale socialiste tient un congrès au cours duquel le problème de l'unité organique est placé au centre des débats. Les argumentations de chaque camp s'affrontent. Finalement, la motion Élie Bloncourt, favorable à l'unité, l'emporte nettement par 2 928 mandats contre 602 à la motion présentée par la section de Chauny, hostile à toute idée d'unité⁷². Ce vote conforte la position des partisans de l'unité dans le département. Ignorant les directives du 37^e congrès de la SFIO, du 12 au 15 août 1945, qui repousse l'idée d'unité organique⁷³, les socialistes axonais répondent favorablement à la proposition des communistes de faire alliance aux élections cantonales. Le 21 août, les fédérations des deux partis se réunissent à l'hôtel de ville de Laon et signent un accord qui prévoit la présentation d'une candidature unique dans la plupart des cantons du département. Le partage des circonscriptions est très favorable aux socialistes : 18 cantons doivent revenir à ses candidats pour seulement 11 aux communistes⁷⁴. Il leur ouvre ainsi la perspective de gains électoraux indéniables, ce qui a pour effet de convaincre les sceptiques.

Mais cet accord ne fait pas partout l'unanimité : les sections socialistes écartées du scrutin au profit d'un candidat communiste, souvent sans concertation préalable, vivent parfois mal une situation qu'elles jugent leur avoir été imposée⁷⁵. Ainsi, les sections de Bohain, de Ribemont et du Catelet présentent

71. *Id.*, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} mars 1945 adressé au ministre de l'Intérieur.

72. *Id.*, 5 M 211, rapport des RG du 20 août 1945.

73. S. P. Kramer, *op. cit.*, p. 87. Le congrès vote « une résolution constatant que les conditions nécessaires pour l'unité n'existaient pas encore. Ce fut en fait un refus objecté aux communistes ».

74. Arch. dép. Aisne, 5 M 269, rapport des RG du 24 août 1945.

75. *Ibid.*, *id.*, rapport des RG du 15 septembre 1945. L'accord de candidature unique « n'a pas été bien accueilli par plusieurs sections qui ont vivement protesté ».

une candidature contre le candidat communiste désigné par l'accord⁷⁶. Cette désobéissance reçoit l'assentiment de certains militants qui reprochent à leur Fédération « de les mettre à la remorque des communistes »⁷⁷. Mais les résultats des élections cantonales légitiment la position des partisans de l'unité. La SFIO connaît un succès significatif : elle remporte 21 sièges de conseillers généraux dans les 26 cantons où elle présente un candidat⁷⁸. Plus généralement, ce succès favorise le prolongement d'une alliance électorale entre les deux partis. Depuis la fin du mois d'août, des pourparlers sont effectivement engagés pour la création d'une liste unique en vue des élections des députés à l'Assemblée constituante⁷⁹.

Pourtant, le 1^{er} octobre 1945, au lendemain du second tour des élections cantonales, la Fédération socialiste de l'Aisne met brutalement un terme aux tractations. Bien que favorable à l'alliance proposée par les communistes, elle serait contrainte à faire marche arrière, suite à une « lettre du Comité directeur lui donnant l'ordre formel de cesser immédiatement tout acte d'indiscipline (alliance au premier tour des élections cantonales) sinon tous les membres de la Fédération seraient exclus du parti et de nouvelles sections seraient formées »⁸⁰. Ce rappel à l'ordre du Comité directeur adressé à la Fédération de l'Aisne procède d'une dégradation croissante des relations entre les deux instances. L'initiative prise par les socialistes axonais de passer un accord de candidature unique avec les communistes sans en référer à la direction du parti et, qui plus est, à contre-courant de ses instructions, est à l'origine du désaccord. Dès la mi-septembre, le Comité directeur fait savoir son mécontentement⁸¹. Dans un premier temps, Élie Bloncourt et Jean Pierre-Bloch restent sourds aux mises en garde dont leur politique fait l'objet : ils se prononcent durant la campagne électorale de septembre en faveur du non à la seconde question du référendum⁸², s'alignant de ce fait sur la recommandation de vote du PCF et non sur celle de leur parti. Jean Pierre-Bloch défie l'autorité du Comité directeur : il lui réfute le pouvoir d'imposer une consigne de vote⁸³. C'est dans ce contexte que le Comité

76. *Ibid.*, 5 M 269, rapport des RG du 15 septembre 1945 ; *Id.* 10756, liste des candidats aux élections cantonales. À Bohain, à Ribemont et au Catelet, les sections socialistes décident de présenter respectivement Paul Lépine, Paul Roche et Adolphe Deruyck contre les candidats communistes prévus par l'accord du 21 août.

77. *Id.*, 5 M 269, rapport des RG du 15 septembre 1945.

78. *Id.*, 10756, résultats des élections cantonales.

79. *Id.*, 5 M 269, rapport des RG du 27 août 1945. Les rapports de RG parlent de « pourparlers engagés entre les militants socialistes et communistes du département pour la création d'une liste unique d'union aux prochaines élections générales. Cette liste, d'après les certains renseignements que j'ai pu recueillir, serait susceptible d'avoir la composition suivante dans l'ordre : deux socialistes, un communiste, un radical, un communiste, un socialiste ».

80. *Id.*, 5 M 268, rapport des RG du 2 octobre 1945.

81. *Id.*, 5 M 269, rapport des RG du 15 septembre 1945.

82. *Ibid.*, rapport des RG du 2 octobre 1945.

83. *Id.*, 5 M 211, rapport des RG du 19 septembre 1945. « Le Comité directeur du PS avait déclaré seul de faire répondre oui, mais, à mon avis, c'est un abus de pouvoir. »

directeur lance un appel fort à la Fédération de l'Aisne, la contraignant à faire marche arrière et à adopter une ligne plus orthodoxe (liste homogène et vote « oui » à la seconde question du référendum).

Menacés d'exclusion et soucieux d'intégrer la liste homogène de la SFIO présentée aux élections générales, Élie Bloncourt et Jean Pierre-Bloch rentrent dans le droit chemin et se rétractent. Ils mettent entre parenthèses leur volonté de rapprochement avec le PCF et encouragent les électeurs axonais à voter en faveur de la limitation des pouvoirs de l'Assemblée constituante⁸⁴. Le revirement des socialistes axonais est donc très brutal. Surtout, il est diversement apprécié dans ses rangs. Accueilli avec une certaine satisfaction par une partie des dirigeants, lesquels, alliés aux communistes du bout des lèvres, voient dans cette rupture d'alliance électorale une décision salvatrice⁸⁵, il provoque l'incompréhension de nombreux militants, séduits par l'idée d'unité des deux partis.

À la mi-octobre 1945, les relations entre le PCF et la SFIO se détériorent. L'heure n'est plus à l'entente. Les communistes dénoncent l'attitude des dirigeants socialistes, accusés d'être les seuls responsables de la rupture d'alliance. Bloncourt et Pierre-Bloch tentent de calmer le jeu en minimisant l'importance de cet événement, mais leur situation est pour le moins inconfortable. Le reniement soudain et forcé de leurs engagements antérieurs légitime les critiques des communistes.

Au soir du 21 octobre 1945, la liste socialiste ne conquiert que deux sièges de députés contre six à l'issue des élections de 1936⁸⁶. En outre, elle est nettement devancée par celle du PCF⁸⁷. Autant dire que ces résultats sont loin de satisfaire les dirigeants SFIO, qui espéraient faire de leur parti la grande force politique du département. Cet échec s'explique par la déception de plus en plus manifeste d'une partie grandissante de son électorat et de ses militants les plus radicaux⁸⁸, séduits par la propagande communiste. Malgré un discours qui reste assez radical mais qui témoigne plus d'une aspiration réformiste que révolutionnaire, la SFIO ne constitue plus aux yeux de l'opinion avancée une alternative favorable à de profonds changements. Sa réticence à ouvrir ses portes aux nouvelles générations issues de la Résistance⁸⁹ et son incapacité à définir une politique claire par rapport aux communistes contribuent également à sa chute d'influence. Si elle élargit son audience, en particulier au centre droit, elle perd dans le même temps l'électorat le plus favorable aux changements au profit du PCF (en particulier l'électorat ouvrier).

84. *Id.*, 5 M 253, rapport des RG du 14 septembre 1945.

85. *Id.*, 5 M 269, rapport des RG du 21 septembre 1945.

86. *Id.*, 5 M 268, rapport des RG du 24 octobre 1945.

87. *Id.*, 4327, résultats des élections des députés à la Constituante, 21 octobre 1945. La liste présentée par la SFIO recueille 57 271 suffrages contre 75 435 à la liste communiste.

88. *Id.*, 11443, rapport des RG du 21 février 1945 ; 5 M 253, 8 avril 1945.

89. La SFIO se réorganise avant tout autour de sa base dirigeante d'avant-guerre, ce qui ne l'empêche pas de mettre sur le devant de la scène les dirigeants qui se sont engagés le plus dans l'effort de Résistance, comme l'attestent les exemples d'Élie Bloncourt ou de Jean Pierre-Bloch.

Autre parti dominateur de la vie politique départementale, le PCF connaît une progression considérable dans les mois qui suivent la Libération. Son ascension constitue d'ailleurs le fait le plus notable de la nouvelle donne politique : force minoritaire avant-guerre et quelque peu marginalisée, au sein même de la gauche, il est désormais le parti « qui, sans être toujours le meneur de jeu, est celui par rapport auquel on se détermine »⁹⁰. Son pouvoir d'attraction est manifeste : les effectifs de ses sections ne cessent de gonfler⁹¹ et son influence politique s'étend dans des milieux autrefois totalement imperméables au communisme (on pense notamment aux milieux ruraux), ceci en partie grâce à l'activité du Front national. Cette nouvelle capacité de séduction, le PCF la doit à plusieurs facteurs. Parti actif dans le combat clandestin, il tire profit en premier lieu de l'engagement de ses responsables et de ses militants dans l'Aisne contre l'occupant, et constitue aux yeux de l'opinion publique le parti de la Résistance par excellence. « Parti martyr, parti des fusillés », il incarne, plus que toutes les autres formations, le parti patriote, qui a payé chèrement de son sang versé son effort résistant pour la cause de la France. En outre, il bénéficie du prestige acquis par l'URSS dans son combat contre l'Allemagne nazie⁹². Dans ses discours et ses articles de presse, le PCF n'oublie jamais de faire l'éloge de l'Armée rouge et met en avant le rôle de l'URSS par rapport à celui des Alliés américain et britannique dans la Libération de la France, ceci malgré l'absence physique des troupes soviétiques sur le territoire français.

De plus, le parti communiste se montre de loin le plus actif au sortir de la Libération. Sa propagande très intense, notamment grâce à ses deux organes de presse⁹³, le place au-devant de toutes les autres formations⁹⁴ et lui permet de dominer la vie politique départementale. Enfin, il apparaît comme un parti différent, désintéressé et étranger aux manœuvres politiciennes, accomplissant un sacerdoce en faveur de l'intérêt général. La combinaison de tous ces facteurs expliquent la popularité du PCF auprès d'une partie grandissante de la population. Néanmoins, sa progression dans l'opinion publique n'est pas vue d'un bon

90. Ph. Buton et J.-M. Guillon (dir.), *op. cit.*, p. 38.

91. Arch. dép. Aisne, 5 M 253, rapport des RG du 11 mars 1945. En réunion à la mi-mars à Château-Thierry, Armand Cluet annonce les 10 000 adhérents du PCF dans l'Aisne, puis dans son numéro du 15 septembre 1944, *La Liberté* se félicite des 14 000 adhérents que compte désormais le parti. Ces chiffres sont révisés à la baisse par Ph. Buton, dans *Le PCF à la Libération. Stratégie et implantation*, thèse, Paris-I, 1988, p. 684. Néanmoins, les chiffres communiqués par ce chercheur témoignent d'une croissance indéniable des effectifs du PCF dans l'Aisne : de 3 950 en décembre 1937, ils passent à 4 200 en septembre 1944, pour atteindre 10 457 en avril 1945 et 12 020 en décembre 1945.

92. Arch. dép. Aisne, 5 M 215, rapport des RG du 1^{er} février 1945. « Les différentes classes de la société sont unanimes à reconnaître l'effort de guerre fourni par le Gouvernement de l'URSS. »

93. *La Liberté*, organe de presse du PCF dans l'Aisne, et *L'Aisne libre*, journal du Front national, tirent respectivement à 20 000 et 35 000 exemplaires par numéro (Arch. dép. Aisne, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 1^{er} avril 1945 adressé au ministre de l'Intérieur).

94. Arch. dép. Aisne, 1 MM 32, rapport du préfet de l'Aisne du 15 décembre 1944 adressé au ministre de l'Intérieur. Le PCF « continue à marcher à l'avant de toutes les organisations politiques actuelles ».

œil par tout le monde : elle suscite autant d'enthousiasme que de craintes. Le caractère révolutionnaire du parti ainsi que sa puissance font craindre à ses adversaires politiques et aux représentants du gouvernement un coup d'État fomenté par les communistes pour s'emparer du pouvoir.

Le PCF a-t-il réellement envisagé de prendre le pouvoir par la force ? Certes, les troubles et les quelques exactions provoqués par certains groupes FTP (Francs-tireurs et partisans) au cours des mois de septembre et d'octobre 1944 contribuent à développer les peurs d'un coup d'État communiste. Pourtant, il s'avère, à la lecture des derniers travaux consacrés à cette question, que cette thèse appartient plus au mythe qu'à la réalité. Ainsi, dans l'Aisne, les responsables communistes participent à la restauration de l'ordre républicain dès les premières semaines de la Libération. D'ailleurs, il ne semble pas que les communistes aient eu les moyens d'imposer leur suprématie par la force. Certes, ils n'ont jamais été aussi puissants qu'après la Libération ; pourtant, cette puissance apparente masque des lacunes organisationnelles indéniables, nettement identifiables dans l'Aisne, qui incitent le parti à ne pas adopter une politique plus radicale. Première faiblesse : les communistes axonais souffrent d'un manque criant de cadres et de responsables : nombre des dirigeants d'avant-guerre ont soit péri sous les balles de l'occupant, soit ont été déportés⁹⁵, soit sont absents provisoirement du département⁹⁶. Ainsi, de nombreuses sections locales sont confiées à des hommes moins expérimentés et charismatiques que leurs devanciers⁹⁷. Parallèlement, le retour des cadres d'avant-guerre survivants, notamment au cours des premiers mois de l'automne 1944, puis plus tardivement au printemps 1945 lors des premiers retours de déportation, entraîne une remise en ordre au sein de l'appareil départemental qui a aussi des répercussions au niveau local. Ces responsables d'avant-guerre dictent à leurs sections une ligne plus orthodoxe. Ils mettent fin à toutes les initiatives individuelles et non contrôlées, inspirées par des hommes qui, révélés durant l'Occupation au sein du parti, restent attachés à des pratiques d'autonomie et d'indépendance propres à l'action clandestine, mais peu conformes aux règles du centralisme du PCF.

Si l'emploi de la force pour prendre le pouvoir n'est donc pas envisagé par la direction communiste à la Libération, il ne faut pas croire que le PCF se soit refusé à toute ambition de conquête du pouvoir à moyen terme. Dès la fin du mois d'octobre, il passe à l'offensive contre le gouvernement, entretenant un climat de tension. Certes, la décision du général de Gaulle de dissoudre les Milices patriotiques est l'élément déclencheur de cette offensive ; néanmoins, elle n'explique pas à elle seule la radicalisation soudaine des relations entre le gouverne-

95. Arch. dép. Aisne, Fonds Berthiault, J 1446, liste alphabétique des internés et déportés de l'Aisne ; J 1461/13, répertoire pseudo-alphabétique des arrêtés, internés et déportés.

96. Par exemple Adrien Renard, secrétaire départemental de la CGT avant 1939, ne fait son retour dans l'Aisne qu'à partir du mois de novembre 1944.

97. Arch. dép. Aisne, 5 M 211, rapport des RG du 16 janvier 1945. « Les membres dirigeants des sections locales du P.C. sont réputés pour n'avoir aucune envergure et, par une conséquence naturelle, ils n'ont que peu de crédit. »

ment et les communistes. On peut l'attribuer au sentiment de marginalisation du PCF par le gouvernement. Dès le début du mois d'octobre, dans l'Aisne, les communistes revendiquent une plus grande place au sein des instances du pouvoir, s'estimant notamment sous-représentés au sein du gouvernement⁹⁸, eu égard à la puissance qu'ils ont acquise depuis la Libération. De fait, la reconstruction de l'État menée par le gouvernement provisoire est, selon J.-M. Guillon, conduite, pour l'essentiel, « sans lui [le PCF], et même, sans l'avouer, contre lui »⁹⁹. Pour inverser cette tendance, les communistes mènent donc une offensive contre l'État, selon une « stratégie de débordement » qui consiste à « faire pression sur le pouvoir central par les institutions nées de la Résistance, dont on préconise l'ouverture la plus large jusqu'aux non-résistants, ainsi que par les « masses », de façon à lui imposer un rapport de force et accroître la place des communistes dans l'appareil d'État »¹⁰⁰.

Cependant, les communistes ne parviennent pas à leurs fins : d'une part, ils doivent très vite faire face au faible impact politique des organismes issus de la Résistance, au sein desquels, rarement majoritaires, ils n'imposent pas toujours leurs vues ; d'autre part, ils doivent composer avec la confiance demeurée intacte de la majorité de la population départementale vis-à-vis du gouvernement et de son chef, ceci malgré une lassitude perceptible suite aux espoirs déçus d'une amélioration des conditions de vie. L'offensive menée par les communistes s'essouffle donc rapidement dans l'Aisne. Le conformisme légaliste socialiste prend le pas sur la dynamique contestataire des communistes qui se trouve rapidement mise en échec. Toutefois, les limites de cette offensive tiennent autant aux difficultés rencontrées par les communistes dans le département qu'aux contradictions internes de cette stratégie. Cette offensive est effectivement soumise à l'intérêt stratégique du mouvement communiste international¹⁰¹, ce qui contraint la direction du PCF à abandonner toute idée de radicalisation de l'épreuve de force menée contre le gouvernement.

Le bras de fer entamé entre les deux parties tourne donc en faveur du pouvoir central. Les résultats trop insuffisants de sa stratégie et les directives trop contraignantes du mouvement communiste international incitent la direction du parti à baisser pavillon : elle admet la suprématie du pouvoir officiel. À la fin du mois de janvier 1945, Maurice Thorez, secrétaire général du parti, met fin à

98. *Id.*, 5 M 253, rapport des RG du 7 octobre 1944.

99. J.-M. Guillon, « La Libération du Var : Résistance et nouveaux pouvoirs », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 15, juin 1990, p. 89.

100. *Ibid.*

101. Ph. Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le PCF à la Libération, 1943-1947*, Paris, PFNSP, 1993, p. 172. « Cet échec renvoie, pour une grande part, aux contraintes de la stratégie elle-même qui ne pouvait se déployer que dans la mesure où elle n'entravait pas la tâche principale du mouvement communiste international, à savoir abattre l'Allemagne hitlérienne. » Par ailleurs, « la peur soviétique d'un renversement d'alliances que pourraient effectuer les Alliés est une donnée dont doit tenir compte la direction du PCF ».

toute ambiguïté¹⁰² : l'heure n'est plus à la confrontation avec le pouvoir central, mais à la conciliation. Les dirigeants communistes axonais deviennent ainsi à leur tour légalistes, et la pression qu'ils exerçaient il y a quelques jours encore, tant sur le préfet que sur les socialistes, se relâche soudainement. Ils organisent aussitôt des réunions et informent leurs militants de la nouvelle ligne adoptée par la direction du parti. En vérité, ce revirement stratégique est plus subi qu'approuvé par les militants¹⁰³ : c'est souvent avec rancœur qu'ils se résignent à la nouvelle orientation, perçue comme un refus de prendre le pouvoir.

Or, la direction du parti n'enterre pas ses ambitions de conquête du pouvoir, mais, cette fois-ci, elle projette de le conquérir en suivant les règles de la démocratie classique. Ses préoccupations sont d'ailleurs, dès le début du mois de février 1945, clairement tournées vers la préparation des élections municipales.

Désireux de préserver ses positions acquises à la Libération, le PCF mène une politique visant surtout à obtenir l'alliance électorale de la SFIO, afin d'isoler le MRP à droite. Il prône ainsi la liste unique menée par le Front national et incite toutes ses sections à réaliser l'union. Pourtant, ses appels à l'alliance ne rencontrent guère de succès dans un premier temps, et le PCF reste isolé dans sa démarche. Néanmoins, les efforts consentis par ses différentes sections à l'égard des socialistes¹⁰⁴, ainsi qu'une propagande très active plaçant ces derniers dans une position qui les oblige le plus souvent à coopérer sous peine d'apparaître comme les diviseurs de la Résistance, finissent par avoir raison des réticences de la SFIO. Dans la plupart des communes du département, socialistes et communistes font donc liste commune¹⁰⁵. Tirant profit du succès des listes URA, le PCF est le parti qui progresse le plus dans l'Aisne. Ne détenant que trois mairies avant-guerre, il en est désormais à la tête de soixante-neuf¹⁰⁶. Le PCF forge tout d'abord sa victoire en milieu urbain où il rencontre ses meilleurs résultats. Certes, il perd Guise, la seule ville qu'il dirigeait avant 1939, mais les gains de Saint-Quentin et de Bohain ainsi que sa forte présence dans la plupart des

102. *Ibid.*, p. 180. Il convient de rappeler que ce revirement stratégique est décidé par la direction du parti communiste dès le retour de Maurice Thorez en France à la fin du mois de novembre 1944.

103. Arch. dép. Aisne, 5 M 211, rapport des RG du 14 février 1945.

104. Le principe de la liste unique envisage initialement que chaque organisation soit représentée proportionnellement à son nombre d'adhérents au niveau local. Cependant, devant la grande méfiance des socialistes à l'égard des mouvements de Résistance, souvent simples organisations satellites du PCF dont le but est d'augmenter la représentation de ce dernier, les sections locales communistes consentent, dans les communes où l'alliance avec la SFIO leur est indispensable, à laisser la majorité des sièges aux socialistes.

105. Arch. dép. Aisne, 3 MM 14, tableaux portant sur les listes en présence et leur composition. Sur la base de l'échantillon des 46 communes les plus importantes du département, à peine plus de 15 % de celles-ci voient les socialistes et les communistes se présenter au deuxième tour sur des listes séparées.

106. *Ibid.*, tableau des résultats des élections municipales dans les communes de plus de 4 000 habitants et les communes chefs-lieux d'arrondissement. Ces chiffres et les suivants, relatifs aux résultats des élections municipales, sont tous extraits des tableaux établis par les services de la préfecture de l'Aisne adressés au préfet en vue de la constitution des rapports de ce dernier au ministre de l'Intérieur.

conseils municipaux des plus grandes villes de l'Aisne¹⁰⁷ compensent largement cette perte. Pourtant, il connaît ses succès les plus significatifs dans les villes de moyenne envergure : il y constitue effectivement la force prédominante, contrôlant plus de 25 % des conseils municipaux des villes de 1 000 à 4 000 habitants, soit plus que la SFIO¹⁰⁸. Mais l'influence du PCF ne se borne pas au milieu urbain : les communistes intègrent les équipes municipales de nombreuses petites communes rurales, même si leur influence y reste assez réduite, comparée à celle d'autres forces politiques.

En définitive, les communistes conservent non seulement leurs conquêtes de la Libération (à l'exception de Soissons), mais les consolident et élargissent leur influence, mordant déjà largement sur l'électorat socialiste. Les scrutins d'avril-mai 1945 confèrent un nouveau statut au PCF : force municipale mineure avant-guerre, il devient la seule formation politique susceptible de contester l'hégémonie de la SFIO en milieu urbain.

Pourtant, le PCF ne se satisfait pas de ses résultats : après les élections municipales, il repart à l'offensive. Son objectif prioritaire ? La conquête de l'Assemblée constituante¹⁰⁹, qu'il souhaite souveraine. Grâce au succès électoral qu'il espère à la fin du mois d'octobre 1945, il entend en effet peser sur le gouvernement et contester plus fortement de Gaulle, son principal adversaire politique. Dès le mois de juin, les communistes mènent ainsi une active propagande visant à rassembler l'électorat et les forces politiques sur l'idée d'une Assemblée constituante souveraine. Dans la bataille constitutionnelle qu'il engage avec le chef du gouvernement provisoire, favorable, quant à lui, à la limitation des pouvoirs de l'Assemblée, le PCF bénéficie dans un premier temps d'appuis appréciables : tour à tour, la CGT, la SFIO, le CNR (Conseil national de la Résistance), les états généraux de la Renaissance française et, surtout, l'Assemblée consultative se prononcent en faveur d'une Assemblée constituante souveraine. Mais de Gaulle n'entend pas se plier au vote des députés : partisan d'un régime au fort pouvoir exécutif, en partie en réaction à celui de la III^e République, il élabore un projet constitutionnel qui limite les pouvoirs de l'Assemblée constituante et le soumet au référendum¹¹⁰. Le PCF s'indigne de cette manœuvre qui touche direc-

107. *Ibid.* Le PCF figure effectivement en bonne place dans tous les conseils municipaux des villes de plus de 4 000 habitants, à l'exception de Guise, Soissons et Saint-Michel.

108. *Ibid.* Les communistes détiennent la majorité de 16 villes de 1 000 à 4 000 habitants contre 14 aux socialistes.

109. *Journal officiel de la République française*, 22 avril 1944, n° 34, ordonnance du 21 avril 1944 portant sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la Libération. L'article 1^{er} prévoyait que les nouvelles institutions françaises soient élaborées par une Assemblée nationale constituante « convoquée dès que les circonstances permettront de procéder à des élections régulières, au plus tard dans le délai d'un an après la libération complète du territoire ». Finalement, elles seront fixées au 21 octobre 1945.

110. Le référendum comporte deux questions. Une réponse positive à la première, « Voulez-vous que l'Assemblée élue à ce jour soit une Assemblée constituante ? », signifie que les électeurs ne veulent pas revenir aux institutions de la III^e République ; une réponse positive à la seconde, « Approuvez-vous l'organisation provisoire des pouvoirs publics indiquée dans le projet qui vous est soumis ? », signifie que les pouvoirs de l'Assemblée seraient limités.

tement ses intérêts. Il dénonce la dérive du chef du gouvernement provisoire vers « le pouvoir personnel », symbolisé par son recours au référendum, « contraire aux traditions républicaines »¹¹¹. Les communistes font référence en cela à l'utilisation du référendum dans le passé en France, en particulier par Louis-Napoléon Bonaparte, qui s'apparentaient à de simples plébiscites populaires légalisant la mise en place d'un pouvoir autoritaire¹¹². Conscient de l'enjeu de cette bataille constitutionnelle dont le dénouement annonce en grande partie son influence sur la vie et les décisions politiques à venir, le parti communiste se prononce en faveur du « non » à la seconde question du référendum, donc contre la limitation des pouvoirs de l'Assemblée constituante. Pourtant, son succès n'est envisageable que dans la mesure où les socialistes s'alignent sur sa position.

Pour forcer la décision, il tente d'absorber la SFIO. On sait que dès décembre 1944, des premiers contacts ont été noués entre les dirigeants des deux partis pour envisager la possibilité d'une alliance, voire d'une fusion¹¹³. Le 12 juin 1945, Jacques Duclos, rompant avec les négociations secrètes entre les deux partis, publie dans *L'Humanité* un projet de charte du futur parti unique, le Parti ouvrier français, fruit de la fusion des partis socialiste et communiste. Dès cette date, les communistes axonais œuvrent dans cette direction : sous couvert d'une lutte contre la réaction et les trusts, argumentaire officiel de la nécessité primordiale de réaliser le POF, ils tentent de séduire progressivement une partie de plus en plus importante des militants et des dirigeants socialistes de l'Aisne. Pourtant, au niveau national, la SFIO bloque tout processus de rapprochement entre les deux partis. Au cours du congrès national d'août 1945, le parti socialiste, sous l'impulsion de Léon Blum, repousse l'offre d'unité organique du PCF. Mais ce contexte national ne décourage pas la volonté des communistes de l'Aisne de réaliser l'union. Ils déploient leur offensive sur trois axes :

- tenter dans un premier temps de forcer la main des responsables socialistes en fusionnant toutes les sections à la base, afin de les placer devant le fait accompli d'une union inéluctable. Malgré les efforts des sections communistes locales, les formations de sections locales du POF sont rares ;

- isoler politiquement la SFIO et la priver d'alliés en rendant tout rapprochement avec le MRP impossible. Il mène pour cela une active propagande contre le MRP (c'est à cette période qu'apparaissent les slogans « Mensonge, Réaction, Perfidie » ou « Machine à Ramasser les Pétainistes »¹¹⁴) et accentue sa campagne sur la laïcité de l'enseignement dans le but de développer un important courant anti-MRP au sein des rangs socialistes, obligés par conséquent de se tourner vers les communistes sous la pression de leurs militants. Dans l'Aisne, cette campagne communiste contre le MRP est très efficace ;

111. *La Liberté*, n° 44, 11 août 1945, article « Partisans de la République ... Alerte ! ».

112. Le référendum organisé par Louis-Napoléon Bonaparte, les 21 et 22 décembre 1851, légalise son coup d'État du 2 décembre. En outre, c'est après un nouveau plébiscite, le 21 novembre 1852, qu'il se fait proclamer empereur des Français.

113. S. P. Kramer, *op. cit.*, p. 83.

114. Arch. dép. Aisne, 5 M 253, rapport des RG du 19 octobre 1945.

- Enfin, le parti communiste persévère dans son entreprise de séduction à l'égard des militants et des responsables socialistes prêts à coopérer avec lui. Il a recours, en ce sens, à la thématique unitaire de la Résistance et présente la réalisation du POF comme le meilleur moyen de protéger la classe ouvrière face aux dangers qui la menacent : « les trusts et la réaction ». Ce discours reçoit un écho très favorable parmi les militants socialistes ouvriers. Il contraint surtout la Fédération socialiste à se tourner vers le PCF, sous peine de décevoir une partie grandissante de ses militants prêts à rejoindre le parti « frère ».

L'offensive communiste en direction du parti socialiste se concrétise dans les faits : le 5 août 1945, les socialistes axonais, sous l'impulsion d'Élie Bloncourt, se prononcent à une très forte majorité en faveur de l'unité organique entre les deux partis ; le 21 du même mois, ils signent un accord de candidature unique pour les élections cantonales ; enfin, à la mi-septembre, les deux grands responsables de la SFIO dans l'Aisne, Élie Bloncourt et Jean-Pierre Bloch, mènent campagne en faveur du « non » à la seconde question du référendum. Malgré quelques mauvaises surprises lors des élections cantonales¹¹⁵, les communistes axonais ne sont pas loin de voir concrétiser leurs objectifs : réaliser une liste d'union avec les socialistes, favorable à la souveraineté de l'Assemblée constituante lors des législatives du 21 octobre, ce qui apparaissait, il y a encore quelques mois, comme une douce utopie de leur part. Mais l'intervention du Comité directeur du parti socialiste vient briser leurs espoirs : il n'y aura pas de candidature unique PCF-SFIO aux élections générales et les communistes sont désormais seuls à se déclarer pour le « oui-non ».

Le revirement des socialistes de l'Aisne est un coup dur pour les communistes : ils sont d'autant plus frustrés qu'ils ont cru parvenir à la candidature unique aux élections législatives. Surtout, une nouvelle ère s'ouvre dans les relations entre les deux partis : ils sont désormais placés en concurrence directe aux élections législatives. Les communistes tirent pourtant profit des profondes divisions internes au parti socialiste axonais. Celui-ci se trouve effectivement dans une position bien inconfortable et défensive : d'une part, il apparaît une nouvelle fois comme la force de division, puisque c'est lui qui a rompu l'alliance avec le PCF, ce que ce dernier n'oublie pas de rappeler ; d'autre part, sa campagne manque de crédibilité, dans la mesure où Élie Bloncourt et Jean-Pierre Bloch, ses deux principaux leaders, intègrent une liste qui se prononce pour la limitation des pouvoirs de la future Assemblée constituante, ce qu'ils dénonçaient encore quelques jours auparavant.

115. *Id.*, 10756, liste des candidatures aux élections cantonales. Dans les cantons de Bohain, de Ribemont et du Catelet, des candidats socialistes se présentent contre le candidat communiste unique. Dans les deux premiers cas, le PCF perd les cantons qui lui étaient promis par l'accord de candidature unique (défaite d'Adrien Renard et d'Émile Gente, deux personnalités marquantes du PCF dans l'Aisne).

Au lendemain du 21 octobre 1945, le PCF peut pavoiser. Malgré la victoire du « oui » à la seconde question du référendum¹¹⁶, il est le grand vainqueur des élections des députés à la Constituante dans le département. Sa liste devance largement celle de la SFIO et il devient de ce fait la première force politique de l'Aisne. Surtout, il connaît une progression considérable par rapport aux précédentes élections législatives, puisqu'il « triple son pourcentage par rapport à 1936 »¹¹⁷, score qui lui permet d'être représenté par ses deux premiers députés dans l'Aisne, Adrien Renard et René Thuillier.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le succès électoral du PCF. Il le doit tout d'abord à sa propagande intense, même dans les plus petites communes rurales, mais aussi aux tergiversations des socialistes durant la campagne électorale¹¹⁸, dont il a su habilement tirer profit. Surtout, en prenant nettement position contre le gouvernement, ceci dès l'automne 1944 et ce jusqu'aux élections, le PCF recueille les suffrages d'une masse croissante de mécontents. Face à une SFIO qui apparaît comme le pilier et le défenseur du pouvoir (malgré une attitude qui se veut au fur et à mesure plus critique), le PCF incarne aux yeux d'une importante partie de la population départementale la véritable alternative politique. Sa fidélité proclamée à la Résistance participe également à son succès électoral. Enfin, le PCF semble avoir acquis l'image d'un parti « responsable » : il la doit au comportement « consensuel » de la CGT, qui encourage très tôt les ouvriers à « faire passer les revendications après le rendement dans le travail »¹¹⁹. La CGT, qui exerce une influence considérable, constitue effectivement un élément modérateur des revendications et des contestations des ouvriers, et évite nombre de grèves dans le département. Responsable de la nouvelle ligne de conduite de la CGT, le PCF efface en partie l'image sulfureuse qui l'accompagnait : il est de moins en moins accusé par une partie de l'opinion publique d'agir sans tenir compte, voire à l'encontre, de l'intérêt général. Son souci d'éviter les conflits sociaux tend aussi à démontrer « sa capacité à tenir compte des intérêts nationaux et à gérer les affaires de l'État »¹²⁰. En conséquence, les craintes et les réticences de la population de voir le PCF participer au pouvoir se font moins nombreuses.

La Libération constitue donc une étape essentielle pour le PCF dans l'Aisne. Il acquiert au sortir de l'année 1945 un poids politique et électoral sans commune mesure avec celui qui était le sien avant-guerre. Surtout, son influence tend à s'élargir : certes, il consolide son ancrage ouvrier, mais il étend surtout

116. *Id.*, 2 M 742, résultat du référendum dans le département de l'Aisne. Le « oui » l'emporte avec 54,5 % des suffrages exprimés (66,3 % au plan national).

117. J.-P. Besse, *op. cit.*, p. 747.

118. Arch. dép. Aisne, 5 M 268, rapport des RG du 24 octobre 1945. Le rapport mentionne un « certain flottement dans les rangs socialistes » à la suite du volte-face socialiste par rapport à la politique vis-à-vis du PCF et du référendum.

119. *Id.*, 11443, rapport des RG du 2 février 1945, relatif aux instructions du secrétaire départemental de la CGT.

120. Ph. Buton, *Le PCF à la Libération...*, *op. cit.*, p. 196.

son éventail social et politique. Jadis simple parti de classe, recroquevillé sur une base électorale et militante essentiellement ouvrière, il élargit son rayonnement au sein de différentes couches de la société (intellectuels, fonctionnaires, etc.). Par ailleurs, quasiment absent du monde rural avant-guerre, il y en devient à l'automne 1945 une force majeure : c'est dans les campagnes que sa progression se révèle la plus forte¹²¹.

À la fin de l'année 1945, le PCF et, à un moindre degré, la SFIO, auréolés par leur engagement dans la clandestinité, sont les principaux bénéficiaires de la nouvelle donne politique dans l'Aisne : ils s'imposent comme les deux principaux dépositaires du pouvoir résistant. Surtout, la Libération marque un moment clef et décisif dans l'histoire de ces deux partis : l'un opère une mutation d'un parti révolutionnaire à un parti « responsable », brisant une partie des animosités qu'il engendrait auparavant auprès de nombreux électeurs ; l'autre achève, difficilement et avec parfois une certaine amertume de la part d'une partie notable de ses dirigeants et de ses militants, sa transformation vers le réformisme, appelé à séduire, par l'abandon de toute thématique « révolutionnaire », un électorat plus large. En outre, la SFIO devient le parti pilier du pouvoir.

Pourtant, dans la lutte d'hégémonie engagée entre ces deux formations que cachent difficilement les accords d'alliance électorale, le PCF se substitue au parti socialiste comme la principale force politique du département.

*

Au terme de cette enquête concernant l'influence de la Résistance sur le nouveau paysage politique, le bilan est contrasté. Certes, la Résistance ne débouche sur aucune rénovation des structures de la vie politique. Pourtant, elle contribue à renouveler les rapports de force au sein de l'espace politique, en facilitant l'émergence de la SFIO et surtout du PCF. En outre, c'est en partie grâce à son plus grand attachement affiché aux valeurs de la Résistance que le PCF assure sa suprématie sur son rival socialiste. L'impact de la Résistance sur la vie politique départementale n'est donc pas négligeable, loin de là, même s'il reste assez modeste et bien en deçà des vœux des résistants.

L'échec des mouvements résistants à rénover le système politique et l'impression d'immobilisme qui en découle écrasent pourtant un peu trop la réalité des bouleversements intervenus dans le paysage politique axonais depuis la Libération. Perçues souvent à tort comme le « tombeau de la Résistance », les consultations électorales de l'automne 1945 ne consacrent pas son éviction totale de la vie politique. Si les mouvements ne présentent pas de candidature (à l'exception de celle de l'UDSR aux cantonales), les élections de septembre et d'oc-

121. Arch. dép. Aisne, 5 M 211, rapport des RG du 25 octobre 1945. Le PCF recueille ici les fruits d'une propagande dirigée dès la fin de l'automne 1944 (et même avant, dès les années trente) en direction du milieu paysan et rural. Il gagne notamment la confiance de l'immense majorité des ouvriers agricoles.

tobre 1945 restent toutefois encore empreintes du sceau de la Résistance. Intégrée à quelques formations politiques traditionnelles, elle contribue d'ailleurs à renouveler la vie politique départementale de l'intérieur.

Grégory LONGATTE

Liste des sigles utilisés

CDL	Comité départemental de Libération
CGT	Confédération générale du travail
CNR	Comité national de la Résistance
FFI	Forces françaises de l'Intérieur
MLN	Mouvement de libération nationale
MRP	Mouvement républicain populaire
OCM	Organisation civile et militaire
PCF	Parti communiste français
POF	Parti ouvrier français
PRRS	Parti radical et radical-socialiste
PSF	Parti social français
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
UDSR	Union démocratique et socialiste de la Résistance
UFF	Union des femmes françaises
URA	Union républicaine et antifasciste
URD	Union républicaine démocratique